

L'ÉCLAIR

ORGANE POPULAIRE DE DEFENSE CATHOLIQUE, POLITIQUE & LITTÉRAIRE
PARAISANT A LYON LE SAMEDI

ABONNEMENTS

RHONE et départements limitrophes... 1 an 6 fr. — 6 mois 3 fr. 50
Autres départements..... 1 an 7 fr. — 6 mois 4 fr. »
Etranger..... le port en sus.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois

BUREAUX, RÉDACTION, ADMINISTRATION

Place Bellecour, 3, à Lyon, chez MM. Vitte et Perrussel
Boîte dans la cour.

Vente en gros : Rue Tupin, 31

ANNONCES :

Elles sont reçues exclusivement

A LYON, à l'agence de publicité V. FOURNIER, r. Confort, 11.
A PARIS, à l'agence HAVAS, place de la Bourse, 8.

BULLETIN POLITIQUE

Enfin !

Le *Journal officiel* publiait hier des décrets contenant les nominations suivantes :

M. E. Duclerc, sénateur, est nommé ministre des affaires étrangères et président du Conseil.

M. Devès, député, ministre de la justice et des cultes.

M. Fallières, député, est appelé à l'intérieur.

M. Tirard, député, aux finances.

M. le général de division Billot, sénateur, reste ministre de la guerre.

M. le vice-amiral Jauréguiberry, sénateur, ministre de la marine et des colonies.

M. Duvaux, député, est appelé à l'instruction publique et aux beaux arts.

M. Pierre Legrand, député, au commerce.

M. Cocheret reste ministre des postes et des télégraphes.

M. de Mahy est nommé ministre de l'agriculture.

M. Pierre Legrand, ministre du commerce, est chargé de l'intérim du ministère des travaux publics.

Au moment où nous mettons sous presse, le ministère n'est pas encore complet.

Il reste encore à nommer un ministre, celui des travaux publics, et plusieurs sous-secrétaires d'Etat.

M. Labuze ou M. Logerotte serait appelé à remplacer M. Varroy.

Quant aux sous-secrétaires d'Etat, il sera fort difficile de s'entendre. Il est question de les choisir de préférence parmi les membres de la gauche radicale, afin de chercher à reconcilier ce groupe, dont le mécontentement est extrême.

L'opinion de la presse, à quelque nuance politique qu'elle appartienne, est unanime : Un pareil cabinet n'est pas de force à affronter la tribune ; il vivra tant qu'il durera les vacances de la Chambre, mais sera infailliblement renversé dans trois mois.

Il est créé et mis au monde pour ne rien faire. S'il avait le malheur de faire quelque chose, il serait perdu.

C'est bien l'image fidèle de la République : la France a une administration, mais pas de gouvernement.

Le président du conseil, qui prend la succession de M. de Freycinet, est par excellence un homme d'affaires, ce que d'aucuns nomment un financier.

Rédacteur au *National*, de 1840 à 1848, il affectionnait déjà les questions d'économie politique, et spécialement celles de chemins de fer.

Au lendemain du 24 février, ses amis triomphants en firent un maire de Paris. Aujourd'hui, M. Duclerc n'admet plus que M. Songeon se prévale de ce précédent. Il est ennemi prononcé du rétablissement de cette fonction chère aux radicaux. M. Duclerc a ses raisons pour se méfier d'eux, car il les connaît.

M. Tirard, connu par son incompétence en matière agricole, est-il doué des capacités financières nécessaires pour mener à bien la question budgétaire, si grosse de difficultés ? Non.

Ce n'est point parce que les rôles ministériels sont tenus par des doublures que la pièce marchera mieux, observe l'*Union*. La République tombera sous les sifflets de la France ; à nous, royalistes, de préparer l'œuvre de relèvement et de salut.

L'Angleterre agit déjà en souveraine au bord du Nil. Comme elle redoutait de voir arriver en Egypte avant ses propres troupes et en nombre considérable les soldats du Sultan, elle vient de résoudre la difficulté par un nouveau coup d'audace. Lord Dufferin a remis un ultimatum à la Porte. Il demande que l'envoi des troupes turques soit ajourné jusqu'au moment où une convention, les plaçant sous le commandement des généraux anglais, sera signée. S'il n'obtient pas cette satisfaction, lord Dufferin quittera immédiatement Constantinople, et lord Seymour, avec la flotte qui stationne devant Alexandrie, recevra l'ordre de s'opposer au débarquement des Turcs.

La Porte a demandé vingt-quatre heures de réflexion, mais les dépêches font prévoir que cette fois encore elle cédera.

J. M. V.

ments pris, il se porte, au contraire, à merveille. Quel intérêt a-t-on à lancer des nouvelles semblables, sans les avoir préalablement contrôlées ? On se le demande.

Instituteurs laïques. — Ils vont bien dans l'Aude. Le gouvernement est dépassé par eux en impiété. L'instituteur de Montlaur, ayant pris à partie Mgr l'évêque de Carcassonne, dans une conférence pédagogique et dans un journal, l'a traité de « fonctionnaire mitré et truffé, qui semble n'être payé par la République que pour vilipender le corps enseignant. » Le préfet a suspendu ledit instituteur pour six mois ; mais les comités démagogiques de l'Aude, présidés par M. le maire de Carcassonne, ont voté unanimement la fétristrature du préfet de l'Aude dont ils exigent la révocation immédiate. Le gouvernement obéira-t-il ? C'est bien possible. Au fond, il est sans doute charmé que les instituteurs, allant plus loin que lui, fassent individuellement ce que le pouvoir n'ose pas faire.

Un bon exemple. — On écrit des Rousses, au *Courrier du Jura*, qu'un instituteur, à l'école du Gravier, a enlevé le crucifix et l'a jeté dans la cave, en même temps qu'il faisait disparaître le catéchisme et supprimait la prière. Ça va ensemble, en effet.

Mais la paroisse, qui a du sang dans les veines, s'est mise à gronder, et messire l'instituteur, pris d'une crainte salutaire, commencement de la sagesse, a fait disparaître d'un seul coup et crucifix et catéchisme et prière.

« Les catholiques, ajoute le *Courrier*, peuvent voir dans ce fait la règle de leur conduite. Qu'ils se défendent énergiquement. Ils ont pour eux la vérité et le sentiment public. Ils se feront respecter dès qu'ils le voudront. » Parfaitement vrai. Un peu d'énergie et tout ira bien.

Vaucluse. — L'autorité administrative vient d'interdire aux pénitents noirs d'Avignon de faire la quête sur la voie publique en faveur des prisonniers libérés. — Liberté, liberté chérie !

Camp de Châlons. — Mgr le duc d'Aumale et le général Chanzy suivent les manœuvres du camp. Les troupes, 48 escadrons et 6 batteries à cheval, manœuvrent excessivement bien ; beaucoup de progrès. Les quartiers sont reliés entre eux par le télégraphe électrique. Les officiers étrangers ne sont point admis à suivre ces manœuvres.

Canada. — Les deux Chambres du Parlement canadien ont voté une Adresse à la reine d'Angleterre. L'Adresse recommande à Sa Majesté de prendre en considération les justes réclamations du peuple irlandais, et d'user de clémence envers les Irlandais arrêtés et emprisonnés sous la prévention de crimes politiques.

Au nom de la reine, lord Kimberley, gouverneur du Canada, a répondu que le Parlement canadien n'avait à s'occuper que des choses du Canada. L'Angleterre ferait mieux de ne pas donner lieu à ces réclamations.

Montmartre (Paris). — M. du Wicquet, protestant, vient d'abjurer dans l'église de Montmartre, entre les mains de M. l'abbé Thevenot. Les parrains du nouveau converti étaient M. du Houx d'Argincourt et M. Perès. L'église de Montmartre débute bien.

Ecosse. — 200 barques de pêcheurs, sorties du port de Peterhead, la semaine dernière un matin, ne sont pas rentrées le soir. La flotte de pêche, comptant environ 4,000 barques, a été surprise en mer par une violente tempête, et 800 barques seulement sont revenues, hélas ! Neuf grandes barques de Kirekwall manquent également.

Un aveu bon à noter. — A Poitiers, la loge maçonnique, enterrant civilement un ouvrier, a fait un aveu curieux, par la bouche d'un de ses orateurs, dans le discours d'usage sur la tombe. 200 personnes ont distinctement entendu le harangueur réclamer pour la Maçonnerie, la gloire de tous les coups qu'on porte maintenant à la Religion. « La laborieuse période d'enfance étant terminée, a dit le vénérable frère, vous avez vu surgir sur le terrain politique toutes les questions qui nous intéressent. La presse libérale, se faisant notre alliée, a écouté, par des milliers de canaux, le résultat du travail secret des Loges. Et, lorsque les masses populaires ont été suffisamment préparées, lorsqu'elles ont paru comprendre la portée des questions soulevées une à une, sont apparues ces grandes lois qui seront la gloire de la troisième République. » Quant à cela, non ! Ne vous bercez pas de cette illusion de gloire !

Un Jésuite. — Le R. P. Charles de Dianoux, frère du lieutenant de Dianoux, massacré, l'an dernier, par les Touaregs avec la mission Flatters, dont il était un des chefs, a souffert mille mauvais traitements de la part des Arabes. Supérieur de la résidence des Jésuites d'Alexandrie, il a été, sous l'influence de ces derniers événements, volé, frappé, maltraité de toutes les façons, on l'a foulé aux pieds, on lui a arraché la barbe, on l'a enchaîné. Délivré par les Argins, il est rentré intrépidement dans son couvent, où il se tient prêt à toute éventualité, au milieu d'un petit troupeau de Coptes dont il est le zélé pasteur. Ces abominables jésuites ! rien ne peut les faire reculer !

Les prêtres. — On essaye de les assassiner. Le curé de Cassey-sur-l'Oignon, surpris dans son lit par un agresseur, a pu heureusement s'en débarrasser, quoique seul et au

milieu de la nuit. C'est bien dommage n'est-ce pas, Messieurs les journalistes républicains ? Vous auriez serré la main de l'assassin, comme l'un des vôtres l'a fait pour celui qui a tué un prêtre dans la Haute-Loire ; nous auriez eu des paroles de miséricorde pour le tueur, et pas un mot pour le pauvre tué. Reflexion mentale : Moins il y a de ces calottes noires, mieux ça vaut !

St-Hilpize. — Le bon garde champêtre, qui a tiré trois coups de revolver sur le vicaire de St-Hilpize, vient d'être maintenu officiellement en place. Bah ! il n'a essayé de tuer qu'un prêtre ! S'il avait tiré sur Gambetta ou Grévy, oh ! alors !

Encore un martyr. — M. l'abbé Ménard, ancien élève du petit séminaire de Montgazon, missionnaire dans le centre de l'Afrique, a été massacré par les sauvages. La libre-pensée ne nous a pas encore montré ses martyrs ; nous n'avons pas vu un seul libre-penseur s'expatriant pour aller répandre ses convictions parmi les gens de l'Afrique ou de l'Océanie. Si ces convictions doivent faire le bonheur du genre humain, il faut croire que les libres-penseurs n'aiment guère le genre humain. Mais les catholiques donnent leur sang pour l'humanité. Qui donc aime le plus les hommes, Messieurs ?

Un bon mot. — Une jeune fillette du Nord de la France a écrit au *Pèlerin* :

« Monsieur le *Pèlerin*, avant-hier, Mademoiselle a enlevé, en cachette, le crucifix de la classe. Nous avons protesté, elle a ri. Hier matin, nous arrivions toutes avec un joli petit crucifix sur la poitrine ; Mademoiselle n'a pas ri. »

Union générale. — La première chambre de la Cour d'appel de Paris vient de renvoyer après les vacances le débat sur les appels interjetés dans les affaires de l'Union générale. On dit que le syndicat de l'ancienne Union générale a déjà opéré le recouvrement de plus de 15,000,000.

Les Frères des écoles au Caire. — Un Frère alsacien du collège de Saint-Joseph du Caire, nous écrit :

« La peur continue à faire sortir les gens de l'Egypte. Commerce et travail nuls. Les Egyptiens offrent leur blé à moitié prix, et on n'en veut pas. La situation présente est pour l'Egypte la pire de toutes les guerres. »

Pendant nous sommes tranquilles. Quand nous traversons les rues, ceux qui s'y trouvent encore nous témoignent le plus grand respect et la plus vive affection.

Nous avons encore 340 élèves, parmi lesquels les fils de trois nouveaux ministres. Arabi-Pacha fait tout ce qu'il peut pour nous protéger. Vu les circonstances, on donnera congé ce présent mois, et la rentrée se fera le 1^{er} septembre.

Plusieurs parents ont disparu, nous laissant les enfants sur les bras. Eh bien ! nous ne les abandonnerons qu'à la mort.

Malgré les tempêtes, on continue nos travaux, et les soixante Arabes qui y travaillent nous disent sous mille formes : « Tu es mon frère ; ne m'abandonne pas. Si l'on veut te massacrer, prends-moi pour te défendre. »

Nous n'avons pas, d'ailleurs, à craindre les gens du Caire qui ne nous veulent que du bien.

Religieux et religieuses, tous sont encore ici, et, de concert, nous nous encourageons à être fidèles au poste jusqu'à la mort. »

LES MANUELS PAUL BERT

VIII

Afin de faire connaître aux jeunes citoyens des écoles ce que la Révolution a été obligée de détruire pour faire jouir de tous ses bienfaits, le *Manuel* comprend une énumération surabondante de toutes les institutions de l'ancien régime, sans que l'auteur paraisse prendre souci de l'enseignement civique utile, qui n'est qu'une occasion de manifester une haine aveugle contre tout ce qui exigerait une sérieuse appréciation et la connaissance d'une législation qui a fait son temps.

Beaucoup de lois et de décrets qui, de nos jours, ne se justifient pas par des besoins raisonnables, dignes d'un peuple libre, tomberont devant le bon sens social, quand il aura repris son influence. Mais ces institutions nouvelles seront sans doute éphémères, parce que leur cause n'est pas un principe de vérité.

Si nous voulions suivre les doctes leçons de M. P. Bert à propos de la Révolution, il faudrait, pour en retenir ce qui peut être utile pour les élèves de l'école primaire, faire un cours d'histoire du droit avant 1789.

Car parler à ces enfants des serfs de la glèbe, des famines, des taxes royales, de la taille, de la gabelle, de tous les impôts, de la guerre du service militaire, de la justice, des maîtrises et des jurandes, et surtout des droits féodaux, ainsi que le *Manuel* ne se borne pas à faire l'énumération de toutes ces choses, c'est accumuler des diatribes, non pour donner une instruction quelconque sous le nom de civique, mais pour jeter l'anathème à l'ancienne France et ne reconnaître, comme digne de dévouement patriotique, que la France de la Révolution.

LES RÉPUBLICAINS

Comme nous n'avons ni la prétention ni le goût de refaire un manuel selon la méthode Paul Bert, bornons-nous donc à retenir et à apprécier, pour ce qu'elles sont, les explications que l'instituteur doit compendieusement développer en quinze leçons du dernier chapitre de son guide pédagogique.

C'est d'ailleurs l'esprit de l'enseignement de M. Paul Bert qu'il est surtout utile de signaler.

**

Comme il fallait bien que l'auteur du *Manuel* montrât une fois de plus sa vertu de libre-penseur et d'anti-clérical et surtout d'homme de la Révolution, ce sont les serfs d'une prétendue abbaye de Saint-Gildas qui représentent la domination seigneuriale.

L'abbé de Saint-Gildas, dont le monastère était occupé par six moines, restait à Versailles à s'amuser avec son frère le baron. Les six moines passaient inutilement leur temps à prier, à se promener, à surveiller les travaux de leurs serfs, à recevoir les produits et les redevances. M. Paul Bert, en vertu de la métépsychose, a dû vivre sous une autre personnalité que celle qui le rend célèbre aujourd'hui. Il raconte, en effet, la vie de l'abbé de Saint-Gildas et de ses moines qui, dit-il, étaient aussi gros et gras que leurs paysans étaient décharnés. Il paraît, toutefois, que ces moines nourrissaient ces serfs, mais juste pour les empêcher de mourir de faim.

Et voilà pourquoi les moines ont toujours été des paresseux et les abbés des viveurs ; c'est certainement la conclusion que l'écolier devra tirer de l'enseignement selon le *Manuel*.

**

Apprendre à de jeunes écoliers que les moines du moyen-âge ont conservé les lettres, les arts, l'agriculture, l'esprit de charité et que leurs successeurs ont continué cette mission, c'eût été se montrer véridique et clérical.

Mais, afin de fournir aux jeunes générations un exemple de plus à imiter, l'instituteur formé par M. P. Bert fera connaître à ses élèves que les biens des moines et de l'Eglise ont été confisqués et achetés à bas prix par les voisins, notamment, du couvent de Saint-Gildas, qui se sont enrichis de manière qu'ils sont tous à leur aise.

On pourra, au sortir de l'école, prendre envie de s'enrichir de même au préjudice des communautés qui seraient encore propriétaires, et de ceux qui sont devenus les seigneurs : les bourgeois.

**

Le vrai motif de cet enseignement, qui voue au mépris, à la raillerie et même à la haine l'ancien régime, c'est le parti-pris, comme dit M. Paul Bert dans la préface de son *Manuel*, « de ne pas subordonner l'idée de la morale aux croyances religieuses, afin de former des hommes et des femmes qui puissent être moraux, sans avoir été ou après avoir cessé d'être croyants. »

Or, sous l'ancien régime, la religion conservait son prestige et ses bienfaits étaient reconnus ; honorer l'Eglise et ses ministres, soutenir l'existence des institutions religieuses de toute nature, c'était répondre aux sentiments et aux croyances de la nation.

**

Mais s'il est un sujet sur lequel il soit d'usage de s'abattre au nom de la Révolution, comme sur une proie à dépecer, c'est le régime des droits féodaux.

A ces mots qui servent d'épouvantail agité aux yeux du paysan, il semble que le retour de ce régime va lui enlever ses droits de citoyen.

Combien n'a-t-on pas vu d'élections, dans certaines localités rurales, où le fantôme des droits féodaux servait à écarter un candidat peu enthousiaste pour la République, faisant profession de foi religieuse, et quelquefois portant un nom de famille honoré par tradition.

Toutes les sottises répandues dans les campagnes à ce sujet sont innombrables.

M. Paul Bert a donc voulu appeler l'indignation sur les droits féodaux, surtout au sein des écoles primaires.

**

Quand on parle de droits féodaux, la *dîme* est un de ces impôts qui semblent déferler le poids de tous les impôts modernes et surtout contemporains. Si nous devons traiter les matières financières, on serait bien étonné du résultat des calculs sur tous les impôts que, sans doute, M. Paul Bert met au nombre des bienfaits de la Révolution, et qui constituent des dîmes multipliées. Pour constituer un budget de tant de milliards, il serait curieux et peu consolant d'additionner les dîmes de notre régime politique.

**

Mais, d'ailleurs, quelques mots sur cette célèbre *dîme* d'un autre temps pourront être utiles, afin de se rendre compte du véritable caractère de ce droit féodal.

Nous lisons aux Capitulaires de Charlemagne que les biens d'Eglise avaient été donnés par Charles Martel en récompense à ses généraux et officiers de l'armée.

Alors le clergé avait été obligé de subsister comme il pouvait.

Mais le christianisme ne devait pas périr. Des dîmes furent imposées à ceux qui avaient reçu les biens de Charles Martel. Elles remplaçaient les biens du clergé, comme les traitements alloués en vertu du Concordat ont remplacé, dans des limites étroites, les biens confisqués et aliénés par la Révolution.

D'un côté, comme de l'autre, il n'y a eu qu'une réparation.

En outre, ce clergé, qui recevait tant de dîmes, ne payait rien du tout, dit M. Paul Bert.

**

Or, sans remonter en plein moyen âge, il est facile de se rendre compte de la vérité.

On trouve dans les comptes dressés au dix-huitième siècle, à la veille et au jour de la Révolution, que des charges lourdes et nombreuses pesaient aussi sur le clergé.

En 1775, au budget le clergé figure, à l'article recettes, pour 300,000 liv., sur un budget seulement de 377,387,139 liv.

Dans le budget dressé par Necker, en 1781, le clergé figure pour 3,400,000 liv. Depuis plusieurs années, le clergé avait versé au trésor une somme équivalente au capital d'un revenu de 857,354 fr., soit environ 10 millions.

(A suivre.)

L. DUCURTYL.

Quand la République n'aurait eu que cet avantage de nous faire connaître ces tranches-montagnes qui se donnent pour républicains, comme les voleurs pour honnêtes gens, ce serait assez, sinon pour nous faire bénir, du moins pour lui faire pardonner son existence.

Avant d'être au pouvoir, ces fanfarons de la vertu ne cessaient de crier contre les indignes et les incapables de l'Empire et de la Monarchie.

A les entendre, ces péchés, ces galeux étaient cause de tous nos malheurs. C'est d'eux que venaient tous les maux dont nous étions affligés et dans l'ardeur de leur vertueuse indignation, ils allaient jusqu'à dire que si les cheveux blanchissaient aux vieillards, si leurs jambes affaiblies refusaient de les porter, c'était à eux qu'on devait l'attribuer, à eux par conséquent qu'on devait s'en prendre.

L'heure était venue ; il fallait disparaître au plus tôt et céder la place à de plus dignes.

La raison, le devoir, le bonheur du peuple, le salut de la patrie l'exigeaient impérieusement.

Les hommes nouveaux, les républicains pouvaient seuls sauver la France ; eux seuls pouvaient relever son prestige compromis, eux seuls étaient capables d'effacer tous les maux et de ramener parmi nous l'âge d'or avec tous ses bienfaits.

En un mot, il n'y avait de place au soleil que pour eux.

**

Hélas ! hélas ! est-il besoin de le dire, nous attendons encore, ou plutôt nous n'attendons plus la réalisation de ces belles promesses.

Le temps nous a appris — à nos dépens bien entendu — ce que nous pouvions espérer de ces laquais aussi faquins qu'orgueilleux.

Voilà douze ans qu'ils dirigent le char de l'Etat et ils n'ont réussi qu'à le conduire de fondrière en fondrière jusqu'à la fange du marais où il reste engagé, sans espoir d'en sortir.

Voilà douze ans qu'ils nous font passer sans trêve par toutes les cascades de la misère, de la honte et du déshonneur et il paraît que ce n'est pas fini !

Voilà douze ans qu'il travaillent à notre bonheur, et, nous en sommes à regretter les régimes maudits, les régimes déchus.

Que serait-ce, s'ils n'y travaillaient pas ?

**

Ah ! autrefois, on n'avait pas sans doute toutes ses aises, mais on pouvait encore vivre ;

Si l'on n'était pas dans le meilleur des mondes possibles, on était au moins dans un monde habitable ;

Si nos ministres n'étaient pas parfaits, ils n'étaient pas malfaisants comme ces prétendus amis du peuple et de l'humanité ;

Si l'on n'avait pas le bonheur complet, on avait au moins la sécurité. Aujourd'hui il n'y en a plus pour personne. Ni notre vie, ni nos biens ne sont en sûreté. La confiance, cette poule aux œufs d'or qui pondait encore sous les vieux régimes, ces républicains l'ont tuée. Le commerce est à bas et les affaires sont tombées dans une atonie qui menace de s'éterniser. Si l'industrie conserve encore une apparence d'activité, cette activité est purement factice. Elle est le fait d'un gouvernement qui veut paraître riche en faisant de grandes dépenses.

**

Mais on peut prévoir le jour où tout va s'arrêter et ce jour n'est peut-être pas si loin qu'on pourrait le croire.

Nos grands hommes sont arrivés au fond du sac. Tous leurs trucs sont usés. La grande machine de l'Etat se détraque de toutes parts et ils se déclarent incapables d'aller plus loin.

Le spectacle d'impuissance qu'ils nous donnent périodiquement tous les deux ou trois mois est si ridicule qu'il prêterait à rire, s'il ne prêtait pas autant à gémir.

Quand un ministère est à l'eau, ils sont réduits à se regarder sans pouvoir rien faire.

Malgré son opiniâtreté, M. Grévy a failli cette fois renoncer à la constitution d'un nouveau cabinet.

Son embarras a été si grand qu'il a été sérieusement question d'ordonner des prières publiques dans toutes les églises, de rétablir les processions supprimées et de réintégrer tous les ordres religieux expulsés, à l'effet d'obtenir du ciel la Grâce d'un ministère.

Pour ne pas recourir à cette dure extrémité, il a usé d'un stratagème auprès duquel, celui du patriarche Jacob n'est qu'un pur enfantillage.

De même que Gambetta invitait à déjeuner, Grévy a invité à souper les dix victimes qu'il avait juré d'immoler à ses desseins.

S'il ne les a pas truffés à l'instar du magicien de Cahors, il leur a administré un puissant narcotique qui les a plongés dans un profond sommeil pendant lequel il les a fait coller sur le fauteuil ministériel.

Le lendemain, la vue de ces ministres plongés dans la glue jusqu'aux oreilles, a désarmé la Chambre.

Entrer en séance, voter un ordre du jour de confiance et se déclarer en vacances a été fait en un tour de main.

En attendant, Grévy rit sous cape, se frotte les mains du tour qu'il leur a joué et se prépare à partir pour Mont-sous-Vaudrey.

LAURENT.

CORRESPONDANCE ÉTRANGÈRE

Un pieux pèlerin en Terre-Sainte nous a communiqué deux fois des renseignements précieux et inédits sur le pèlerinage de pénitence.

Nos lecteurs, qui ont lu avec tant de plaisir ces intéressantes correspondances, nous sauront gré de mettre sous leurs yeux les lignes suivantes que cet apôtre infatigable et zélé nous envoie ; elles leur feront connaître les succès toujours grandissants de nos missions catholiques au milieu des nations luthériennes de la Scandinavie.

Je me trouve, à chacune de mes stations, dans une mission commençante, et par conséquent pauvre au sens matériel, et humble pour ses succès. Les stations apostoliques que j'ai visitées me donnent l'idée des églises qui fondaient les premiers disciples du Sauveur, et qui consistaient en une poignée de chrétiens, plutôt de basse que de haute condition, objet d'étonnement et de dédain pour les villes très civilisées où elles venaient bâtir leur modeste maison de prière. Copenhague, Odense, Aarhus, Randers, Gøteborg, Christiania sont, dans une mesure inégale, des Athènes, qui rient de la simplicité des bons catholiques venus dans leur sein avec la folle prétention de ramener l'ignorance papiste au milieu des cités savantes qui en ont secoué le joug depuis trois siècles. Sauf un tout petit nombre d'âmes plus clairvoyantes, l'immense multitude protestante nous méprise ; l'arrivée des colonies catholiques est un objet d'un étonnement profondément dédaigneux. — Les missionnaires s'attendent à ce genre d'épreuve, et ils s'installent avec confiance en Celui qui a dit : « N'ayez pas peur ; j'ai vaincu le monde. » Ils bâtissent ou bien des chapelles, si les ressources leur manquent pour faire plus, ou de magnifiques églises, comme ont fait les R. R. P. P. Jésuites à Aarhus, un curé missionnaire à Randers, un autre à Gøteborg, et Monseigneur le Préfet apostolique de la Norvège à Christiania. L'église d'Aarhus surtout, bâtie à l'entrée de la ville, du côté de la gare, et flanquée de deux couvents, à droite et à gauche, celui des Pères et celui des sœurs de Saint-Joseph, est d'un effet imposant qui semble prophétiser de grands succès pour cette nouvelle station apostolique. C'est cette église qu'a consacrée l'année dernière Mgr Mermillod, dans son beau voyage à travers les pays scandinaves.

Chacune de ces missions se compose d'abord d'une église et d'une école ; elle est ordinairement desservie par deux prêtres, lors même que les travaux de la mission ne seraient pas de nature à surcharger un seul prêtre. Mais il faut donner au prêtre, isolé au milieu des hérétiques, un compagnon et un soutien. Si l'auxiliaire n'est pas occupé aux travaux du saint ministère, il est chargé d'une école pour les garçons catholiques d'un âge avancé. La principale école, qui peut se composer d'une salle d'asile et d'une école élémentaire pour les jeunes enfants des deux sexes et d'une école plus avancée pour les jeunes filles, est dirigée dans tous les établissements que j'ai nommés, par les sœurs de Saint-Joseph de Chambéry. — Ces écoles catholiques subissent le même dédain que les églises catholiques de la part des populations protestantes, qui sont fières de leur instruction, et qui font d'ailleurs des frais énormes pour leurs écoles. Autant leurs écoles officielles, élémentaires ou supérieures, sont riches, autant les nôtres sont pauvres ; et les catholiques n'ont à opposer à la science superbe des maîtres officiels que la bonne volonté et le dévouement des jeunes prêtres, occupés comme maîtres d'école, et des sœurs de Saint-Joseph, venues de France, peu familiarisées avec les langages du Nord, et aux prises avec les privations et une véritable indigence. Quelques-uns des locaux, où les sœurs ont installé leurs écoles, sont tellement pauvres que l'on s'étonne même d'y voir quelques enfants, qui désertent la belle école communale pour s'abriter entre ces murs obscurs et malsains. — Ici, vous le voyez, Monsieur, les missions n'ont point l'avantage de pouvoir tirer les populations de la misère et de l'ignorance ; au contraire, c'est de leur côté que sont la misère et l'apparence de l'ignorance : c'est aux missionnaires qu'il faudrait que les populations fissent l'aumône.

Cependant les promesses de Dieu prennent avec le temps le dessus sur ces difficultés des commencements, et la patience des missionnaires, prêtres et religieuses, finit par opérer presque sans ressources des résultats magnifiques. Ici, à Christiania, les écoles comptent plus de cent enfants ; elles sont établies dans des locaux commodés, assez vastes, bien éclairés et pourvus de tout le mobilier qui convient à des classes. Les sœurs ont un petit pensionnat de jeunes filles et un double orphelinat de garçons et de filles, dont le nombre réuni est d'une trentaine. Les sœurs commencent à soigner les malades à domicile. Les prêtres, hommes de grand mérite et d'une bonté tout apostolique, jouissent peu à peu d'une estime universelle. Les préjugés hostiles de la population tombent de jour en jour, et font place à la confiance et au respect. Cette station est une des plus florissantes que j'ai vues.

D'ailleurs la population est d'un caractère si doux, si bienveillant, que les préjugés hostiles au catholicisme ne se sont jamais manifestés que sous des formes extrêmement mitigées. — A Copenhague, les établissements catholiques sont déjà nombreux ; il existe deux églises paroissiales, ayant chacune leur clergé et leurs écoles ; un couvent de missionnaires congréganistes au centre de la ville les sœurs de St-Joseph possèdent trois maisons conventuelles, dont deux écoles supérieures, et un hôpital ; elles sont à Copenhague au nombre d'environ cinquante. De plus, il y a, aux portes de la capitale, un collège tenu par des religieuses qui peut recevoir cent cinquante jeunes gens. Et de tout cela rien n'existait il y a trente ans, si ce n'est un embryon de paroisse catholique. — Les autres stations, établies dans des villes de moindre importance, se développent plus difficilement.

Une nouvelle station a été ouverte depuis peu d'années, à Drontheim, à une distance de cent cinquante lieues au nord de Christiania. Les prêtres qui la dirigent sont de la congrégation de Notre-Dame de la Salette, et les sœurs qui tiennent les écoles sont encore de la congrégation de St-Joseph de Chambéry. J'irai-je voir cette intéressante station, comme j'en avais l'intention à mon départ de chez moi ? Je ne suis pas encore fixé sur cette question, à cause de l'excessive longueur du chemin, et de la lenteur des trains sur ces chemins de fer du nord.

Quel est le principal ennemi du progrès du catholicisme dans ces contrées ? C'est le naturalisme, qui ne fait qu'un ici avec le protestantisme. Les peuples scandinaves sont épris des douceurs de la vie, du bien-être, de la satisfaction de se croire doués des dons de l'intelligence et de l'instruction. Le protestantisme, qui, dispense de toutes les mortifications intérieures et extérieures, qui n'impose aucune pratique austère, qui ne fait pas d'obligations, qui ouvre largement les portes du ciel, même aux plus grands pécheurs ; qui compte pour tous les hommes sur les satisfactions douloureuses accomplies par Notre-Seigneur Jésus-Christ, sans que l'homme ait besoin d'y joindre les siennes ; le protestantisme a naturellement toutes les sympathies du cœur humain, et spécialement de ces peuples doux, aimables, avides de jouissances et de plaisir ; et d'ailleurs il répond dans une certaine mesure à ce besoin de religion qui est dans le cœur de l'homme ; il a des cérémonies sacrées, un enseignement moral, quelques croyances quoique bien fugitives, il abonde en espérances, il écarte les terreurs, il supprime les pratiques pénibles à la nature, tout en en conservant le nom ; par exemple, il a toujours un cérémonial de la confession sans confession réelle, et une absolution des péchés qui n'exige pas l'aveu des péchés. — Voilà l'obstacle au progrès du catholicisme ; il n'y en a pas d'autres vraiment sérieux. On se flatte d'avoir une religion, et même d'être chrétien, et d'un autre côté on n'est pas gêné par cette facile religion ; ainsi on prétend échapper à la nécessité de passer au catholicisme, qui est impopulaire et gênant.

V. DE C.

CORRESPONDANCE DE SAINT-ÉTIENNE

Le succès de la liste conservatrice à Rochetaillée a mis de mauvaise humeur l'organe de la Préfecture, le *Républicain de la Loire*.

Aussi, en constatant avec douleur que ce n'était que le deuxième échec de l'administration préfectorale (celui de Rived-Gier étant le premier), le journal opportuniste concluait-il que cela ne prouvait pas grand-chose : « ce petit coin de la Loire où dominent les barons étant le plus arriéré et le plus ignorant. »

Ce langage insolent et sot méritait une réponse qui ne s'est pas fait attendre, mais à laquelle *s'attendait* fort peu la feuille opportuniste qui prend trop (nous nous en apercevons chaque jour) ses désirs pour des réalités.

Voici la réponse de M. le baron de Rochetaillée :

Monsieur,

A présent que la polémique soulevée par les élections municipales de Rochetaillée est terminée, permettez-moi de relever une inexactitude que renferme votre article du samedi 28 juillet.

Vous dites : « Les paysans doivent bien voir dans les circulaires de M. de Rochetaillée combien lui et ses amis veulent rester les maîtres en tenant le peuple dans l'ignorance. »

Rochetaillée, qui a environ neuf cents habitants, possède cinq écoles, dont deux laïques, une de garçons et une de filles ; trois de ces écoles ont été fondées depuis que je suis maire, une laïque et deux congréganistes. Lorsque vous aurez trouvé beaucoup de communes aussi petites que la nôtre, ayant autant d'écoles, vous pourrez peut-être dire que M. de Rochetaillée et ses amis cherchent à tenir le peuple dans l'ignorance.

En attendant, vous ferez bien, je crois, de retirer une assertion absolument fautive, contre laquelle je proteste au nom de tous les conseillers municipaux que j'ai eus pour collègues et qui ont été mes amis.

J'attends de votre courtoisie la publication de ma lettre.

Recevez, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

V. DE ROCHETAILLÉE.

Louèche-les-Bains, ce 4 août 1882.

Les journaux conservateurs de la localité auxquels nous empruntons cette lettre, ajoutaient : « Nous sommes curieux de savoir ce que répondra le journal de la rue de la République. »

Eh bien ! le *Républicain*, en insérant la susdite lettre, a répondu à peu près ceci :

« Comme nous ne savions pas le premier mot de ce dont nous avions parlé, nous convenons que cinq écoles, c'est quelque chose. Mais, cependant, ces cinq écoles laïques ou congréganistes, où l'on apprend le catéchisme, ne doivent, par ce fait seul, que produire des ignorants (et surtout de mauvais communards ou opportunistes). Du reste, M. le Baron ne doit pas être, si foncièrement que cela, désireux de voir les populations qu'il administre véritablement instruites, dès l'instant qu'il s'élève avec fracas contre l'obligation de l'instruction. »

Nous sommes persuadés que M. de Rochetaillée fera bonne justice de ces ridicules appréciations.

Le silence serait peut-être aussi la meilleure réponse à faire à de pareilles insanités...

L'affaire de Saint-Chamond (vols à la Mairie), se tire difficilement au clair.

L'expert chargé d'examiner la comptabilité de Chabrillac a une peine infinie à débrouiller ce chaos.

En attendant, les meubles et la bibliothèque du protégé de M. Chavanne ont été vendus, ces jours-ci, tant à Saint-Etienne qu'à Saint-Chamond. Ces objets ont atteint un bon prix, ce monsieur ayant fait les choses grandement.

A Saint-Etienne, opportunistes, radicaux et socialistes se préparent à l'élection au conseil d'arrondissement pour le quartier de Montaud.

Ces messieurs commencent déjà à montrer (comme partout où ils sont maîtres, du reste) le plus parfait *désaccord*. Si les conservateurs avaient un peu d'énergie, qu'ils fussent unis !... Mais, hélas ! ce n'est là qu'un vain rêve !... P.V.

TARARE

Dimanche dernier, avait lieu la distribution des prix aux élèves des écoles catholiques libres de Tarare, sous la présidence de M. Sonneray-Martin, conseiller général.

Touchant exemple que nous aimerions voir suivre : les anciens élèves des Frères, s'inspirant de leur reconnaissance pour l'éducation reçue, ont voulu contribuer à l'éclat de cette fête ; ils se sont cotisés afin d'offrir un certain nombre de livres de caisse d'épargne ; c'est un encouragement donné aux plus jeunes, c'est la preuve la plus certaine de la vraie fraternité chrétienne.

Une heureuse indiscretion nous permet de reproduire *in extenso* le discours de M. Avril père, ancien juge de paix du canton.

Mesdames, Messieurs ;

Votre comité des écoles catholiques libres a confié, pour la seconde fois, à l'un de ses membres l'honorable tâche de répondre à l'expression des excellents sentiments que vous venez d'entendre ; il essaiera de la remplir, au moins brièvement, sentant d'avance que les vôtres suppléeront largement à son insuffisance.

Nous devons d'abord l'hommage de notre reconnaissance aux vénérés pasteurs de nos deux paroisses, en échange du précieux et indispensable concours qu'ils ont bien voulu nous prêter.

Déjà, l'an dernier, M. le curé de Sainte-Madeleine, combiant le premier l'un des vides que la mort avait faits en nous ravissant deux regrettables prédécesseurs, s'était, comme aujourd'hui, empressé de venir partager l'intimité de cette solennité dont il rehaussait le modeste éclat ; mais une place restait vacante... elle est dignement occupée en ce moment, et nous saluons dans la plénitude de notre vive satisfaction la présence de M. le curé de Saint-André, entouré de tout notre bien-aimé clergé. Aussi bien, Messieurs, cette œuvre dont nous ne sommes que les simples ouvriers, doués tout au plus de bonne volonté, est la vôtre : à vous seuls, après Dieu, de lui donner avec sa vraie direction la force et la vie.

Nous ne nous lasserons pas de remercier nos souscripteurs, eux qui ne se lassent pas, depuis trois ans, de soutenir des écoles devenues plus que jamais, à l'égard des enfants de Tarare, les asiles de leur foi. La liberté, ils le comprennent, est un objet de luxe qu'il faut savoir payer aujourd'hui, quand on veut en jouir. S'ils ont ambitionné surtout une récompense qui n'est pas de ce monde, par leur générosité soutenue, ils nous permettront cependant de leur en montrer dès maintenant les fruits, d'abord dans le degré d'instruction religieuse auquel sont parvenus les élèves de la classe supérieure.

Ils peuvent en croire à ce sujet le témoignage de M. l'Archiprêtre.

Pour les autres matières de l'enseignement primaire spécial, après deux examens sérieux de deux jours, couronnant des études de trois années, un jury libre a, dans son impartialité et son indépendance, apposé au bas de huit diplômes des signatures qui ne se donnent pas à la légère : elles ne seront pas protestées devant des demandes d'emploi de la part de nos jeunes diplômés.

Quel autre et puissant motif d'encouragement, pères et mères de famille, résulte de votre persévérance à conduire vos enfants dans l'école chrétienne ?

Dédaignant certains avantages matériels promis ailleurs, vous venez de nouveau par vos déclarations anticipées, affirmer hautement vos préférences et ces rangs nombreux sont déjà réformés pour la rentrée prochaine.

C'est que ces mots « liberté, égalité, fraternité », tracés à profusion au frontispice de somptueux locaux scolaires, comme on affiche des objets perdus, vous touchent peu : ils ne remplacent pas, pour vous, la prière répétée ici chaque jour devant le crucifix et le respect enseigné pour vos cheveux blancs.

C'est que les trois termes de cette devise, avant tout chrétienne (nous avons eu déjà l'honneur de vous le rappeler l'année passée) sont pratiqués ici. Un touchant exemple du dernier, vous le donnez, anciens élèves, vous qui, sans compter avec des positions modestes, pour la plupart, vous êtes co-

tisés afin d'ajouter aux récompenses de vos jeunes camarades le prix méritoire de vos sacrifices.

Chers enfants,

La gratitude que vous éprouvez spontanément pour tous vos bienfaiteurs est un devoir, vous l'avez compris.

Votre condisciple qui vient de parler en votre nom, aurait bien voulu faire autre chose qu'une discrète allusion à celle dont vous n'avez plus à regretter l'absence en ce jour de fête et dont le souvenir béni s'impose forcément à quiconque pénètre dans vos classes spacieuses.

Bien lui en a pris, car, en la nommant, il se fût exposé (comme moi-même en ce moment) au courroux de M. le conseiller général qui, avec sa charmante brusquerie, réclame le silence sur le bien que les siens et lui vous prodiguent. Aussi ai-je hâte de m'arrêter et de m'abriter derrière vous. Il ne saurait empêcher à votre reconnaissance devenue muette de n'en être pas moins vive.

Vous n'oubliez pas également vos bons maîtres, d'autant plus chers qu'ils sont persécutés, voués au labeur, ingrat souvent, sublime toujours, de développer en vous les facultés de l'esprit et les nobles sentiments de l'âme.

Vous venez de reconnaître, en termes excellents, la supériorité de leur enseignement, d'affirmer votre foi et votre amour pour la France : l'un découle de l'autre. Ils vous l'apprennent tous les jours.

Ce n'est pas en répétant des chants où respirent le sang et la haine, en défilant dans les rues avec de lourds faisils sur de jeunes épaules que se développe le patriotisme. Aux convictions religieuses il doit ses plus nobles élans.

Ce n'est pas l'arme, c'est le cœur qui fait le héros, et quand le cœur est vaillant, le bras sait être ferme. Il suffit pour cela d'être chrétien.

Notre histoire nationale en fournit des exemples. On a vu de simples paysans mal armés tenir tête à des troupes aguerries et, il n'y a pas longtemps encore, trois cents jeunes hommes, des *cléricaux* par excellence, faire reculer toute une division prussienne : parce que les uns et les autres avaient au cœur la foi de leurs pères.

La plume, le crayon, le compas, voilà vos fusils scolaires ! L'exposition de vos travaux prouve que vous savez les manier. Quand un jour la patrie vous en confiera d'autres, pour ne pas vous être exercés sur les bancs des écoles, vous saurez tout aussi bien vous en servir.

Si donc vous voulez profiter de votre éducation chrétienne, laissez-nous lire dans votre avenir.

Quand, plus tard, dans le monde, on remarquera un jeune homme, fidèle à tous ses devoirs, résumant par sa vie le dévouement à ces trois choses : « Dieu, la patrie, la famille, » on se dira : Il était à l'école des Frères.

L'ALGÉRIE ET LES RÉPUBLICAINS

Toujours et partout les mêmes, ces estimables républicains. Ecoutez-les : ils ont la bouche remplie des grands mots de liberté, égalité, fraternité ; regardez-les agir : ils font discrètement le contraire de ce qu'ils disent. Dans le républicain, il y a deux hommes absolument différents : celui qui parle, et celui qui agit. En général, des personnages comme cela s'appellent hypocrites, mais je ne veux leur donner aucun qualificatif ; le lecteur se chargera de ce soin. Je veux seulement prouver qu'en Algérie, comme ailleurs, le régime républicain, plein de belles promesses, n'a abouti qu'à une foule de déceptions.

Vous rappelez-vous le bruit infernal que MM. les républicains faisaient, sous l'Empire, à propos de l'Algérie. On ne savait pas coloniser, on tourmentait trop les Arabes, etc. etc. La République est advenue ; je ne parle pas de la République comprise entre 1871 et 1876, car ce n'était pas la République des républicains — mais enfin la véritable République est arrivée, et comment traite-t-elle ces intéressants Arabes ? Il est curieux de le voir de près. Voici seulement quelques échappées de vue. Nous les prenons dans une correspondance d'Algérie adressée à l'*Union*.

En théorie, les républicains sont toujours aussi tendres qu'autrefois pour les indigènes dont ils réclament l'assimilation ; mais en pratique, oh ! c'est bien différent. Ils leur prennent leurs terres ; à tous propos, ils ne se gênent pas pour dire qu'il faudrait *refouler les Arabes dans le désert*. Des administrateurs des nouvelles communes, toujours prêts à crier : « Les peuples son pour nous des frères » jouent volontiers au despote vis-à-vis des Arabes.

L'*Akhbar* lui-même est obligé d'en convenir. Lisons son numéro du 10 juillet : « Tous nos lecteurs, dit-il, ont été,

LES COUTEAUX D'OR

PAR

PAUL FÉVAL

— J'ai fait ce qui m'a paru convenable, répondit Leslie pour prendre vivante la poule aux œufs d'or. Si je vous avais tué, point de rançon ! J'ai senti que vous entriez de bonne grâce dans mes vues par l'appui que vous prêtiez à mes paroles. Vous êtes un esprit d'élite, monsieur le vicomte ! Supposez que l'idée vous fût venue de me contrecarrer, je laisserais tomber ce nom suspendu sur l'avidité curieuse de tous ces nobles personnages...

— Cela vaut son prix, c'est évident, interrompit M. de Villiers : marchons !

Ils passèrent la barrière, tournèrent à droite, et commencèrent à monter la rampe, coupée d'escaliers à pic, qui menait au télégraphe.

Georges Leslie ne prenait plus la peine de demander où on le conduisait.

Il allait à grandes enjambées comme un vrai montagnard, et le vicomte était obligé de faire effort pour le suivre.

Le vicomte se disait :

— Rosen n'irait pas ainsi devant moi.

Rosen aurait deviné mes pistolets sous ma pelisse. Celui-là se livre de la sorte, parce qu'il sait que sa vie n'a aucun prix pour moi.

— Tournez à droite ! ordonna-t-il quand Georges eut atteint le point culminant de Montmartre.

Georges s'arrêta et l'attendit. Ils passèrent ensemble derrière le télégraphe, et franchirent la barrière formée de brèches nombreuses, que séparait alors la rue de la Fontenelle des grandes terres, à l'endroit où s'élève maintenant la Cha-

pelle provisoire du vœu national, dédiée au Sacré-Cœur de Jésus.

Depuis lors, les choses ont beaucoup changé. Les travaux de la Basilique ont déjà complètement transformé le paysage, en attendant que la Basilique elle-même achève la métamorphose en imprimant à la montagne un souverain cachet de splendeur.

Il n'était pas alors un Parisien qui ne connût cette butte aride et montrant partout le sable avec la glaise par les profondes déchirures de son flanc. Tous les cinquièmes étages exposés au nord l'apercevaient ; c'était, avec les moulins à vent de l'ouest et le télégraphe, la physionomie de Montmartre, et Montmartre lui-même serait toujours, par sa position dominante, la physionomie de Paris.

Ce tertre allait sans cesse se muant et diminuant. Chaque année, quelque éboulement changeait le profil de ses échancrures. Les bourgeois de Montmartre étaient un peu dans la position des citadins de Pompéi, la veille du jour où cette ville curieuse et très élégante alla rejoindre Herculanium à vingt-cinq pieds sous terre.

Seulement, il n'y avait point de volcan sous Montmartre.

La chute devait se faire tout doucement, et n'avoir d'autre résultat que de changer la carte de notre banlieue. Les maisons du versant nord de Montmartre étaient évidemment destinées à orner un jour la plaine Saint-Denis, pendant que le versant sud, prenant d'assaut le mur d'enceinte et bravant les sévérités de l'octroi, se ferait le paroissien de Notre-Dame de Lorette.

Ainsi parlaient en ce temps-là les gens gais de vive voix et dans les journaux « d'esprit ». Aujourd'hui, le colossal pilotis de granit sur lequel la Basilique va s'asseoir, pénètre la butte de part en part et la cloue puissamment au sol même de Paris. A l'abri de la croix, Montmartre, qui reçut son nom des martyrs peut dormir tranquille.

Le vicomte Henri et Georges commencèrent à marcher dans la neige vierge et haute qui couvraient les buttes.

Ils ne s'arrêtèrent qu'au bord de la première falaise, à deux cents pieds du télégraphe.

Le ciel était si clair, la terre si éclatante, qu'ils voyaient autour d'eux tout le détail du paysage. Paris était sous leurs pieds, enveloppé d'une masse de brume que la lumière du gaz éclairait en dedans et faisait rougeâtre.

Sous cet immense voile, Paris invisible était muet.

Le vicomte Henri se découvrit pour essuyer les gouttes de sueur que le vent du nord-est glaçait à son front. La respiration lui manquait.

Le souffle de Georges était aussi facile qu'au bas de la montée.

On est bien ici, dit-il.

— Très bien ! répliqua le vicomte en glissant sa main droite sous le revers de sa pelisse.

— Et cependant, poursuivait Georges Leslie de sa voix calme et moqueuse, voici trop de maisons derrière nous. On peut causer sans doute en toute sécurité, mais à condition que nos pistolets ne se mêlent point à l'entretien.

— Nos pistolets ! répéta le vicomte, qui recula d'un pas.

— Vous en avez deux sous votre pelisse, monsieur le vicomte, riposta Georges ; moi je n'en ai qu'un, mais il en vaut six !

Ce disant, Georges écarta brusquement son manteau, et parut armé d'un revolver américain à six coups, dont les canons se dirigeaient presque à bout portant vers la poitrine de son compagnon de route.

C'est maintenant l'arme de tout le monde, mais en ce temps-là les premiers revolvers de l'inventeur Colt étaient regardés en France comme des curiosités.

VIII

Baissez votre arme, je vous prie, monsieur, dit le vicomte, à qui le danger immédiat sembla rendre tout son sang-froid ; je vais retirer ma main vide et fermer ma pelisse.

Veillez faire d'abord comme vous dites, monsieur, répondit Georges très poliment ; que je voie votre main vide, et je me ferai un plaisir de désarmer mon revolver.

Henri de Villiers retira sa main vide et boutonna sa pelisse. Georges désarma aussitôt son pistolet.

(A suivre).

sans doute, indignés en apprenant la manière barbare dont M. Baret, adjoint administrateur de la province de Constantine, traitait les indigènes placés sous ses ordres. Quand il soupçonnait un Arabe d'un délit quelconque et que l'Arabe refusait d'avouer, la plupart du temps parce qu'il était innocent, M. Baret faisait attacher l'Arabe et le faisait suspendre à un arbre par les mains. Il a été constaté que des hommes avaient été ainsi suspendus pendant 4 heures, les cordes étaient entrées dans les chairs, les os avaient été mis à nu, les articulations étaient décharrnées. Pendant cette torture du patient, M. Baret attendait, le crayon à la main, prêt à enregistrer les aveux.

Un peu plus loin, nous lisons encore : « Il y a quelques jours, nous signalions un autre fait. Douze indigènes de Chanoua s'étaient présentés à Cherchell, pour réclamer contre une amende qui leur avait été infligée, étaient jetés en prison sur une simple plainte du maire, qui est en même temps suppléant du juge de paix. »

La Société protectrice des Indigènes, président honoraire M. Schœlcher, président de fait M. Lefranc, accuse le gouvernement de beaucoup de méfaits à l'égard des Arabes — d'entretenir volontairement l'infériorité des indigènes — de les gouverner par un arbitraire souvent odieux — de ne point s'inquiéter de leur instruction — de les exploiter par de lourds impôts dont aucune part ne leur revient et dont ils ne sont aucunement appelés à vérifier l'emploi — de leur enlever les terres dont ils vivent pour les donner à des Européens — de les soumettre à la responsabilité collective, etc. etc..

D'après ce qui précède, on peut voir que ces griefs ne sont pas sans avoir quelque vérité, au moins quelques-uns, tels que le grief de dureté. La douceur du républicain est dans les mots seulement.

C'est pour cela, sans doute, que tous les républicains algériens crient avec ensemble contre la Société protectrice des Indigènes. Ils ont pris maintenant le rôle des anciens partisans de l'Empire. Ils sont au pouvoir : les belles théories d'antan sont mises au panier, et la tradition despotique, autoritaire, oppressive, est continuée avec acharnement par ceux qui ne semblaient monter au pouvoir que pour la détruire. Croyez désormais aux promesses des républicains, habitants de l'Algérie.

FLEURY.

Deux Articles du CORRESPONDANT

Sous les titres : *Victor Hugo avant 1830* et *M. Renan hier et aujourd'hui*, la revue le Correspondant publie en ce moment deux articles du plus haut intérêt critique sur ces deux hommes jadis régnant en maîtres.

Il est curieux de voir combien ces deux apôtres de la libre-pensée s'efforcent de cacher ce qui, dans leur passé, peut les faire rougir de leur foi nouvelle ; avec quel aplomb, quelle audace ils étouffent leurs souvenirs, arrangent et commentent leur vie entière selon les goûts du jour.

Illusion profonde. « L'histoire littéraire, a dit Sainte-Beuve, veut des détails exacts. » Aussi, les deux grands hommes ont-ils rencontré parmi leurs contemporains des gens amoureux de la vérité qui déterrent et reconstituent les vrais éléments de leur vie à mesure qu'ils les brisent et les ensevelissent.

Le passé religieux et légitimiste de Victor Hugo le gênait ; il avait chanté en de trop célèbres vers la royauté et la reli-

gion pour que la République lui pardonne entièrement. Il fallait en renier pleinement cette première vie, ce qui était impossible, ou la barrer de telle sorte que le poète en acquit nouvelle gloire. C'est à ce dernier parti qu'il se décida.

Sous le titre : *Victor Hugo d'après un témoin de sa vie*, l'auteur des *Misérables* a entrepris de raconter son existence entière. Il sacrifie tout son passé ; il nous dit que si, jeune homme, il a chanté la religion, s'il a eu des accents émus pour le roi martyr, il ne le doit qu'à son éducation cléricale, qu'à ses professeurs et à sa mère, qui ne craignaient pas d'user de leur influence pour étouffer les lumières de son esprit libéral. Jusqu'en 1830, il ne nous montre que la moitié de sa vie, il la cache ou plutôt la déguise. Non seulement il falsifie son existence, mais il falsifie aussi ses ouvrages. Il fait disparaître les expressions qui le gênent, il tronque ou change complètement des vers entiers et même des strophes, anticipe les événements, change les circonstances, en un mot compose sa vie.

M. Ed. de Biré se consacre à cette tâche. Dans un article que publie le Correspondant, il reprend page par page, ligne par ligne, devrais-je dire, le récit d'un témoin. Dans une critique du plus haut intérêt, il s'efforce de rétablir la vérité là où elle a été changée, à côté des vers tronqués il donne les premiers, à côté la strophe changée la strophe première, à côté l'imaginaire le réel, à côté la version faussée la vraie, et rétablit les faits omis prudemment. Je citerai le portrait faux des professeurs et de sa mère, son enfance où il était parfaitement libre et non influencé ; le mot : *Enfant sublime*, faussement attribué à Châteaubriand.

La confession du poète Lamnais est fantaisiste puisque à cette époque, 1832, Lamnais habitait La Cheynais et non Les Feuillants et que l'abbé Carron, soit disant présent, était mort depuis 18 mois. Ce qui donne une valeur au récit de M. de Biré, c'est qu'il prouve pièces en mains ce qu'il affirme : journaux de l'époque, lettres, manuscrits, mémoires, anciennes éditions, tout vient témoigner la vérité.

Mais le cadre de M. de Biré est plus large. Cette réfutation des erreurs d'un témoin devient sous sa plume une histoire anecdotique de la littérature à cette époque. Lui-même l'avoue : « Je dédaigne les grandes routes pour les sentiers de traverse où l'herbe pousse, où fleurit l'anecdote et où se rencontrent à chaque pas les petits détails inconnus. Aussi voyons-nous à chaque pas défiler devant nous A. Soumet, A. de Vigny, St-Valry, Delavigne, Scribe, Ch. Nodier, V. Chauvet, L. Deschamps. C'est un bon mot de celui-ci, un acte de celui-là, des vers ignorés de l'un, une aventure de l'autre, et cela d'un style léger et primesautier qui vous plaît et vous enchante. »

A quelle erreur pousse donc l'esprit de parti ? L'enfant sublime, maintenant vieillard octogénaire, renie les plus belles années de sa vie. A 18 et 19 ans, Victor Hugo avait publié ses meilleurs poèmes, la gloire se levait pour lui dans tout son éclat, et devant la posterité, il vaudra mieux pour lui avoir fait les *Vierges de Verdun*, l'*Ode à Louis XVII* que *Loi qu'on m'a dit*, avoir chanté la naissance du duc de Bordeaux que présidé le banquet Grisel et glorifié Garibaldi. J. DUCHATEL.

L'OASIS DE FIGUIG

Nous extrayons ce qui suit du *Journal des Débats* : L'oasis de Figuig est la plus grande de l'Algérie ; elle est située dans une vaste plaine, entourée à l'est et à l'ouest par une forêt mesurant près de huit kilomètres de longueur et protégée au nord et au sud par des montagnes plus élevées. Deux rivières la traversent et prennent successivement le

nom des oasis et des ksours dans lesquels elles passent : l'Oued-el-Ardja est la plus importante. Elles donnent à l'oasis cette fertilité qui en fait la reine du désert. Le sol est généralement plat, mais çà et là se trouvant des gorges assez étendues où sont des jardins.

Le Figuig compte huit ksours ou villages arabes ; ces villages forment deux groupes séparés par une plaine de trois kilomètres ; six ksours sont placés dans la partie nord, et deux au sud ; le plus considérable et le plus riche est celui de Zenaga. L'oasis est défendue par une enceinte de palmiers, enchevêtrés les uns les autres, et par une fosse de deux mètres de largeur sur un mètre de profondeur ; chaque ksour est entouré également d'un mur en pisé qui ne résisterait guère à un coup de canon. Les jardins et les palmiers se trouvent dans l'intérieur de l'enceinte. On y compte environ 200,000 palmiers. Dans les jardins, on voit de petites tours, que l'on a représentées à tort comme des ouvrages défensifs ; ce ne sont que des postes d'observation, érigés par les propriétaires des jardins, pour mettre leurs propriétés à l'abri des maraudeurs. Dans chaque ksour, il y a au moins une source qui sert à irriguer les cultures. L'eau a toujours été la pomme de discorde des gens du Figuig, et il n'est pas de ruse qu'ils n'emploient pour accaparer les cours d'eau du voisinage ; il n'est même pas rare qu'ils tranchent la question de propriété par les armes, au grand avantage du plus fort. Ainsi, il y a quelques années, une lutte assez vive surgit entre les Zenaga et un ksour voisin, à propos de la possession d'un cours d'eau. Les Zenaga ne trouvant rien de mieux que de creuser clandestinement un canal souterrain, qui, au grand ébahissement des propriétaires premiers, leur soustra subitement cet élément indispensable à leurs cultures. Les Zenaga étant les plus forts, l'eau leur resta.

L'oasis compte de nombreuses mosquées qui donnent l'instruction aux Maiebs du Maroc. La végétation est très belle ; on y cultive l'olivier, le palmier, qui produit des dattes renommées, le figuier, l'abricotier, le grenadier ; les jardins fournissent des navets, des piments, des pastèques, des oignons, etc. Les Figuigiens achètent l'orge et le blé aux caravanes, qui viennent du Tell et du Tafilet deux fois par année, et qui échangent leurs provisions contre les produits de l'oasis. Ils sont réputés pour leur confection des burnous et des haïeks, et ils excellent surtout dans la broderie or sur cuir ; ils fabriquent également des armes.

En temps de guerre, le Figuig peut disposer environ de 6,000 fusils, qui, joints aux individus, toujours prêts en cas d'attaque, à accourir de toutes parts, peuvent porter ses forces à 15,000 combattants ; cachés derrière leurs légères fortifications, embusqués parmi leurs palmiers, ils ne sont pas un ennemi à dédaigner. Ce pays est, du reste, le refuge de tous les criminels qui ont eu maille à partir avec les autorités de l'Algérie, ainsi que de tous les pillards de la frontière, qui ont des raisons de croire que nous n'irons pas les y chercher.

Les Figuigiens sont sous l'autorité nominale de l'empereur du Maroc, autorité dont ils paraissent se soucier fort peu. L'inviolabilité de l'oasis est garantie par le traité international de 1845, qui, dans son article IV « autorise les Français à agir comme ils l'entendent contre les dissidents dans toute l'étendue du Sahara, » mais qui leur prescrit aussi « si, parmi les dissidents se trouvent des sujets marocains, de s'abstenir vis-à-vis de ces derniers. »

P. D.

Le Gérant : Etienne LABROSSE.

Imprimerie X. JEVAÏN, rue Sala, 44.

MAISON F. JANIN
8, Rue Lafont, LYON

Musique Française et Étrangère, Classique et Moderne

GRAND ABONNEMENT A LA LECTURE MUSICALE
A des conditions très avantageusesCHOIX VARIÉ DE PIANOS
DES MEILLEURS FACTEURS DE PARIS

HARMONIUMS

POUR ÉGLISES ET SALONS

VENTE & LOCATION A DES PRIX EXCESSIVEMENT MODÉRÉS

LE CAFÉ
DES
GOURMETS
est composé des
meilleures sortes.
Il ne contient aucun
mélange de Chicorée ou
autres substances analogues.
Toutes les boîtes doivent être scellées
par deux bandes portant le nom : **TREBUCCIEN**
ÉVITER LES IMITATIONS DU TITRE OU DE L'ÉTIQUETTE

DEMANDEZ dans les dépôts de la Société
des Laiteries du Rhône
les **BEURRES** tant appré-
ciés des gourmets et amateurs de beurre de table. —
Marque des LAITIERS DU RHONE.
Beurre extra-fin, genre Joigny, le kilogramme 5 fr.
Beurre fin de table, le kilogramme..... 3 50
QUALITÉS ESTAMPILLÉES

HERNIES sans opération, guérison prompte, parfaite, garantie par les faits. En conséquence plus de bandage. Dr GAILLARD, q. Charité, 1. Lyon.

EN VENTE

A l'Agence générale de Publicité Victor FOURNIER

14, RUE CONFORT, LYON

SUCCURSALES : SAINT-ÉTIENNE, rue Sainte-Catherine, 6.
GRENOBLE, passage Teissière.

BILLETS DE LOTERIE

FÊTE NATIONALE

De la Jeunesse Française

SOUS LA PRÉSIDENCE DE VICTOR HUGO

TOMBOLA

Autorisée par arrêté ministériel du 1^{er} juin 1892

TIRAGE fixé au 13 AOUT

GROS LOT : 25,000 FRANCS

116 Lots de 5,000, 1,000, 500 et 100 fr.

PRIX DU BILLET : UN FRANC

En vente à l'Agence de Publicité Victor FOURNIER, 14, rue Confort, Lyon, et à ses succursales de Grenoble, passage Teissière, et de Saint-Étienne, 6, rue Sainte-Catherine.

Envoi franco par la poste contre le prix du billet, Plus 0 fr. 15 jusqu'à trois billets ; — 0 fr. 45 de trois à dix ; — 0 fr. 60 de dix à quinze ; — 1 fr. de quinze à vingt.

AU PROFIT DE L'ŒUVRE

DE

L'HOSPITALITÉ DE NUIT

Autorisée par arrêté du Préfet de Police en date du 6 mars 1892

100,000 BILLETS
SEULEMENT

GROS LOT : 10,000 francs

Prix du Billet : 1 fr.

Envoi franco par la poste contre le prix du billet, plus 15 cent. jusqu'à 3 billets ; 30 cent. de 3 à 10 ; 45 cent. de 10 à 15 ; 60 cent. de 15 20.

NOTA. — Bien désigner le nombre de billets demandés pour chaque loterie

Sage-Femme

Maison d'accouchement tenue par M^{lle} Jeannin, 3, rue de la Platière, Lyon. Pensionnaires. — Soins les plus assidus. — Discretion assurée. — Consultations. — Chambres. — Se charge de placer les enfants.ARMES DE CHASSE
ET DE TIR

FABRIQUE ET RÉPARATION

FOURNITURE ET ÉCHANGE

Canon Choque-Bored à longue portée

J. MULLER, 20, rue d'Algérie. LYON.

Au Bon Marché

94, COURS LAFAYETTE, 94

Grand Assortiment de Jouets d'Enfants, Poupées, Jeux, Bibelots, Sacs pour Dames et Paniers Fantaisie, Articles de Ménage et de Parfumerie.

OBJETS D'ÉTRENNES DE TOUTE PROVENANCE

Prix exceptionnel de bon marché

LEÇONS

d'Italien, d'Allemand, d'Espagnol
d'Anglais, Latin, Grec

TRADUCTIONS ET BACCALAURÉAT

S'adresser à l'Agence FOURNIER

14, rue Confort, Lyon, sous le n° 1216.